

## SOMMAIRE

- **T-Systems (groupe Deutsche Telekom) : 324 postes supprimés en France**
- **AIS Segula : fin du conflit sur les primes**
- **Insertion : le gouvernement légalise la quasi-totalité des stages hors cursus**
- **Pénibilité : les médecins hospitaliers en grève**
- **Fin de carrière : pour les entreprises on est vieux avant l'âge**
- **Valréas : toujours l'inquiétude pour la maternité**
- **Éducation : il y a péril sur l'avenir de l'école**
- **Inégalités : les très hauts revenus des non-salariés**
- **Fête de l'Humanité : rendez-vous au Campus pour l'emploi des jeunes**

## ÉDITO

### RETRAITES : TOUT VA DÉPENDRE DE LA MOBILISATION DU 7

C'est une rentrée sociale comme on en a peu, voire pas du tout, connu. En effet, ce début septembre 2010 conjugue à la fois une situation de crise économique et sociale et une combativité syndicale unitaire renforcée. Ingrédients auxquels on pourrait ajouter une situation de délitement politique qui n'est pas sans rapport avec les deux premiers facteurs de cette rentrée. La mobilisation du samedi 4 septembre contre la politi-



que sécuritaire et xénophobe du gouvernement n'est en effet pas un phénomène isolé et sans rapport avec la journée de mobilisation interprofessionnelle de grève et de manifestations sur les retraites, l'emploi et les salaires du mardi 7 septembre. A trop vouloir masquer les impasses de sa politique économique et sociale, le chef de l'État et son gouvernement s'enferment dans un délire ultra-sécuritaire qui foule aux pieds les libertés publiques et bafoue les principes constitutionnels d'égalité devant la loi en créant des sous-catégories parmi la population. La très forte mobilisation de samedi peut-elle être ressentie comme un tour de chauffe du mouvement social pour le 7 septembre ? Pourquoi pas... Nombreuses sont les organisations et les personnalités qui à cette occasion ont pointé, au-delà des prémisses de la campagne présidentielle de 2012, la tentative de diversion de l'exécutif en difficulté sur les grands dossiers sociaux. Il est évident également que le maintien aux affaires d'un ministre du travail mouillé à ce point dans un conflit d'intérêts et une collusion avec les grandes fortunes permet de ne plus

parler du fond de la réforme qu'Éric Woerth porte au mépris complet du dialogue social.

Les tergiversations, les coups de menton, les claquements de bottes ne doivent pas impressionner les organisations syndicales et les salariés ; ils sont plutôt le signe d'un essoufflement que seuls les sondages du *Figaro* persistent à ne pas voir. La partie n'est pas du tout perdue en ce qui concerne les retraites et les

organisations syndicales ne préparent pas un baroud d'honneur. C'est bien une nouvelle étape dans un processus entamé depuis plusieurs mois qui va se jouer mardi. D'ailleurs dès mercredi au niveau des confédérations et dès jeudi au niveau des fédérations professionnelles, les organisations syndicales ont convenu de se revoir pour évaluer l'ampleur de la mobilisation, les réponses du gouvernement et les suites à apporter.

Dans les heures qu'il nous reste, il nous faut aller au devant des salariés en responsabilités, les cadres, ingénieurs, techniciens pour convaincre, si c'est encore nécessaire, de la nocivité de cette réforme des retraites, pour mettre en débat d'autres solutions que nous voulons avancer dans une vraie négociation pour une autre réforme.

Il nous revient aussi d'apprécier combien le contexte unitaire, certes fragile, est un gage d'efficacité dans une bataille qui s'annonce plus longue que le calendrier éti-

qué où le gouvernement a voulu l'enfermer. Pour tout connaître de nos propositions : <http://www.60ansatauxpleinjytiens.com/>

## T-Systems (groupe Deutsche Telekom) : 324 postes supprimés en France



La filiale française du groupe spécialiste des technologies de l'information et de la communication, va supprimer 324 postes sur plusieurs de ces sites dans le cadre d'une réorganisation. Tous les sites vont être touchés, notamment les gros sites de Villepinte et de La Défense, mais les représentants du personnel ont aussi des inquiétudes sur celui de Nantes. Les fonctions opérationnelles d'informaticiens (ingénieurs développement, d'exploitation, consultants, chefs de projet, etc.) doivent être concernées par ce plan puisque les fonctions support ont fait l'objet de suppressions de postes lors d'un précédent plan il a 18 mois environ.

## AIS Segula : fin du conflit sur les primes

Les salariés de la société AIS (Segula), sous-traitant du fabricant européen d'hélicoptères Eurocopter, ont repris le travail mercredi matin à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) après une dizaine de jours de grève. Les salariés, qui protestaient contre la suppression depuis juillet de leurs primes de déplacement, pouvant atteindre quelque mille euros par mois, ont voté la reprise du travail en Assemblée générale après avoir obtenu de la direction l'assurance que cette réduction n'entraînerait pas de perte de revenus supérieure à 150 euros. La société AIS appartient au groupe Segula Technologies, prestataire en ingénierie qui compte 6 500 salariés dans le monde, dont 5 000 en France. Elle fournit à Eurocopter des composantes de structures de ses hélicoptères Super Puma et Dauphin.



## Insertion : le gouvernement légalise la quasi-totalité des stages hors cursus



L'UGICT-CGT s'est insurgée contre la parution, le 25 août dernier, dans la plus grande discrétion, du décret concernant les conditions d'encadrement des stages hors cursus. Le gouvernement bafoue ainsi le Comité Sta-pro (Comité de suivi des stages et de l'insertion professionnelle), qu'il a lui-même mis en place. En effet, dès le mois de Mai, et dans le cadre du Sta-pro, les organisations syndicales ont exprimé leur profond désaccord en ce qui concerne les termes de l'encadrement des stages hors cursus.

Le gouvernement a décidé, une nouvelle fois de passer en force, en manifestant sa volonté de surexploiter le travail qualifié avant même l'entrée dans la vie active. Les

exceptions retenues par le décret du 26 août restent inchangées. Elles sont si larges (réorientation, projet d'insertion, césure) qu'elle amènent une légalisation de la quasi-totalité des stages hors cursus. L'UGICT-CGT, pour sa part, a décidé de travailler avec l'ensemble des organisations syndicales et des associations à une réaction forte face à cette nouvelle provocation. Le gouvernement ignore délibérément le dialogue et la concertation, dit tout et son contraire.

## Pénibilité : les médecins hospitaliers en grève



Les médecins hospitaliers ont entrepris mercredi une grève illimitée des gardes et astreintes de nuit pour obtenir une prise en compte du travail de nuit dans la fixation de l'âge de la retraite. Ils ont demandé à être reçus par le ministre du Travail Eric Woerth. « *Désormais, Monsieur Woerth qui affirme consulter les partenaires sociaux, notamment sur le chapitre pénibilité, ne peut persister dans son refus de recevoir les syndicats représentatifs de la permanence des soins que nous sommes. Nous attendons donc impatiemment sa réponse* », affirment les syndicats dans un communiqué commun signé par les syndicats d'anesthésistes (le SNPHEAR-e et le Smarnu) et par le Syngof (gynécologues-obstétriciens).

## Fin de carrière : pour les entreprises on est vieux avant l'âge

Voilà encore des études qui viennent contredire l'optimisme gouvernemental pour ce qui concerne le maintien en activité des seniors. En effet, il ressort de deux études du ministère de l'Emploi (Dares) publiées vendredi que malgré une évolution depuis dix ans, les salariés restent considérés comme « âgés » par les employeurs « *bien avant l'âge de la retraite* » (58 ans et demi en moyenne) et la formation continue diminue après 50 ans. Cet âge est « *bien inférieur à l'âge minimal légal de départ à la retraite dans le secteur privé (60 ans) ainsi qu'à l'âge moyen de liquidation de la retraite dans le secteur privé (61,5 ans en 2009)* », souligne la Dares.

En 2001, « *66 % des employeurs considéraient qu'on était +âgé+ avant 55 ans, contre 44 % en 2008, et 91 % considéraient qu'on était +âgé+ avant 60 ans contre 86 % en 2008* », a précisé la Dares.



## Valréas : toujours l'inquiétude pour la maternité



A l'occasion d'un déplacement à Montélimar vendredi, la ministre de la Santé a été interpellée par plusieurs dizaines de manifestants opposant à la fermeture de la maternité de Valréas dans le Vaucluse.

En effet, le ministère de la Santé a décidé en juin de faire appel du jugement du tribunal administratif de Nîmes qui a ordonné en mai le maintien de l'activité de la maternité de Valréas.

La décision de fermer ce service avait été annoncée mi-2009 par l'Agence régionale de santé qui avait argué de questions de sécurité.

## Éducation : il y a péril sur l'avenir de l'école



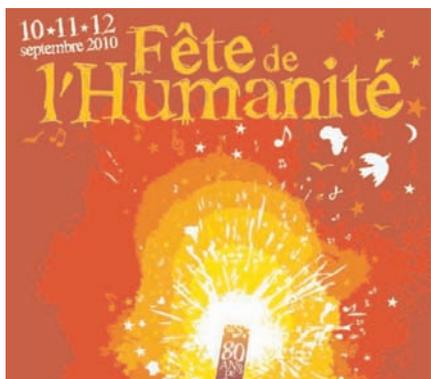
« L'avenir de l'école est en péril » et « un changement radical de politique est incontournable », a estimé la CGT mercredi, jour de prérentrée des enseignants. Pour la CGT et sa fédération Éducation, recherche, culture (Ferc) les réformes de l'Éducation nationale menées par le gouvernement sont « contestées par l'ensemble de la communauté éducative ». Elles sont synonymes de « dégradation des conditions de travail », de « déprofessionnalisation inhérente à la disparition de la formation initiale », d'« augmentation et regroupement des effectifs » et de « déficit en matière d'accompagnement et de suivi des élèves dans leur diversité ». Elles « pèseront lourd sur (...) la capacité de l'école publique à oeuvrer pour la réussite de tous, en

particulier des enfants les plus fragiles », déplore la CGT pour qui « les élèves ont besoin d'enseignants formés, de remplaçants expérimentés ».

## Inégalités : les très hauts revenus des non-salariés

Selon l'Insee, parmi les très hauts revenus du privé, les non-salariés occupent une bonne place avec un revenu annuel moyen de 164 280 euros en 2007, soit cinq fois plus que le salaire brut annuel de l'ensemble des salariés.

Ce sont les professions libérales juridiques qui sont les mieux rémunérées, avec un revenu estimé à 243 467 euros. Les conseillers en affaires et en gestion bénéficient eux de 182 494 euros par an, suivis des architectes avec 173 768 euros.



## Fête de l'Humanité : rendez-vous au Campus pour l'emploi des jeunes

L'UGICT-CGT est partenaire et animateur du nouvel espace « Campus pour l'Emploi » de la Fête de l'Humanité, dédié aux jeunes.

12 débats y seront proposés sur les préoccupations des jeunes étudiants salariés.

Programme complet page 5-6 et 7 ou sur : <http://campuspourlemploi.wordpress.com>

**Une autre initiative de l'UGICT-CGT envers les jeunes diplômés aura lieu les 14 et 15 octobre 2010 au Salon « Paris pour l'Emploi » (50 000 visiteurs) où l'UGICT-CGT aura un stand.**

# Campus pour l'emploi

**Fête de l'Humanité  
10-11-12 septembre 2010**

**Espace Campus pour l'emploi  
Avenue Lucien Sampaix/Place Martin Luther King**

**Deux jours de débats entre jeunes  
avec des responsables associatifs, syndicaux, politiques,  
des chercheurs, des responsables de la formation d'entreprise  
ou de collectivités.**



**L'UGICT-CGT est l'organisation de référence  
pour les ingénieurs, cadres et techniciens.**



**L'UGICT-CGT est partenaire et animateur de l'espace  
« Campus pour l'emploi » de la Fête de l'Humanité.**

## Thèmes des débats, intervenants, animation musicale

### VENDREDI

17 h 30 - 19 h **Inauguration du Campus pour l'Emploi**

### SAMEDI

- 11 h **« Crise : quel emploi pour les jeunes ? »**  
Geneviève Douillot (Secrétaire nationale JOC)  
Pierric Annoott (Secrétaire général MJCF)  
Guillaume Balas (Président groupe PS région Ile-de-France)  
Clément Boudin (AFIJ - Association Française pour l'Insertion des Jeunes)
- 12 h **« Sois stage et tais-toi ! » Halte au travail gratuit**  
Ophélie Latil (Génération-Précaire)  
Emmanuel Zemmour (UNEF élu au CNESER – responsable stages)  
Fabrice Hallais (UGICT-CGT)
- 12 h 45 **RAP**  
13 h 30 **Groupe « Noir sur Blanc »**
- 13 h 30 **« LMD : quelle reconnaissance des diplômés ? »**  
Florent Voisin (UNEF - élu au CNESER)  
Sylviane Lejeune (UGICT-CGT)  
Camille Peugny (sociologue)  
Stéphane Tassel (Secrétaire Général du SNESUP FSU)
- 14 h 30 **« Mobilisation de la jeunesse : du zapping à l'engagement »**  
Michel Vakaloulis (Sociologue)  
Marie-José Kotlicki (Secrétaire générale de l'UGICT-CGT)  
Benoît Hamon (Porte-parole du PS)
- 16 h **« Féminisme, école et travail »**  
**Pour la mixité des filières d'études et professionnelles**  
Caroline de Haas (Osez le Féminisme)  
Henriette Zoughebi (Vice Présidente Région Ile-de-France  
en charge des lycées et des politiques éducatives)  
Livio Riboli-Sasco (Association « Ouvrons les portes »)  
Ghyslaine Richard (Confédération CGT)  
Françoise Vouillot (Chercheuse CNAM)
- 17 h 30 **« De la formation à l'emploi »**  
Christian Dapilly (Directeur général adjoint des ressources humaines  
en charge de la formation chez Véolia)  
Thierry Reygades (FSU)  
Paul Desaignes (responsable formation CGT)  
Nathalie Moncel (CEREQ)  
Marion Guénot (Secrétaire nationale UEC)
- 18 h 30 **« Alternance et apprentissage : affichage et réalité »**  
Emmanuel Maurel (Vice Président Région Ile-de-France, en charge  
de la formation professionnelle, de l'apprentissage  
et de l'alternance)  
Danielle Maréchal (Vice-Présidente du Conseil Général du Val-de-Marne  
chargée du Personnel)  
Christian Dapilly (Directeur général adjoint des ressources humaines  
en charge de la formation chez Véolia)  
Vincent Boivinnet (MJCF)  
Thierry Reygades (FSU)
- 19 h 30 **Initiation Salsa et Repas festif**  
20 h 30 Association SALSA des Hautes Bruyères(94)
- 20 h 30 **Salsa**  
22 h 00 **Groupe « Ricardo Santana Trio »**

